



13 février 2010

# Construire la convergence des luttes POUR DÉGAGER

## LA PERSPECTIVE POLITIQUE

**Au nom de la « crise », le pouvoir a accéléré en 2009 sa politique de casse sociale et de cadeaux au patronat. Pour quels résultats ?**

Le groupe pharmaceutique Sanofi-Aventis annonce un profit record de 7,8 milliards d'euros dont 1 milliard grâce au vaccin antigrippal. Cela représente 15 fois le soi-disant « déficit » des hôpitaux publics. Et cela n'empêche pas Sanofi de supprimer 3000 emplois en France.

Grâce à la « prime à la casse », aux 6,5 milliards d'aide de l'Etat, les groupes automobiles « français » ont vu leurs ventes progresser en France de 12% mais ils ont diminué leur production de 15% dans notre pays! On annonce de nouveau 50.000 suppressions d'emplois chez les sous-traitants en 2010.

Quant aux banques, largement renflouées par l'argent public, elles enregistrent à nouveau des milliards d'euros de bénéfices. Elles détournent toujours plus les prêts et l'épargne du financement de la production (ou du logement) mais se tournent plus que jamais vers les marchés financiers. Maintenant, elles prêtent au prix fort à l'Etat : un comble !

**Après la « crise », la « dette » que le pouvoir a fabriquée lui-même est le nouveau prétexte et instrument pour aggraver encore sa politique, faire payer les salariés, les retraités, les jeunes.**

Services publics, santé, éducation,... : l'Etat est devenu le premier licencié du pays.

Non, la Grèce n'est pas le « mauvais élève » de l'UE ! Au nom de la dette et au moyen de l'euro, la politique du gouvernement grec, de baisse des salaires, de casse des retraites etc. est le modèle achevé de ce que les Sarkozy, Merkel ou Zapatero veulent faire dans leur propre pays.

**Cette politique de recul social et économique, c'est la crise elle-même. Le capitalisme, c'est la crise et vice versa.**

**Cette politique et ses effets suscitent un très large rejet des salariés, retraités, des jeunes. Par millions, ils se sont exprimés, par exemple, contre la privatisation de La Poste, ou sont descendus dans la rue en mars 2009. Les résistances, les luttes se multiplient dans le pays contre le saccage des usines, le bradage des services publics, la remise en cause des droits sociaux. Poste, Hôpital, RATP, France Télévisions mais aussi commerces et banques : les salariés du 15<sup>ème</sup> prennent part à ces luttes.**

**Mais nationalement, le mouvement social bute sur quelque chose.** La perspective politique est bloquée par le schéma institutionnel de l'alternance, maintenant en 2012. Tous contre Sarkozy, oui ! Et nous les premiers mais quelle alternative quand la « gauche », Aubry et Hollande, approuvent les aides aux banques ou le report de l'âge de la retraite.

Force est aussi de constater, par ailleurs, que la recherche de l'unité des organisations syndicales n'a pas permis le rassemblement pour faire reculer le gouvernement.

**De grandes batailles sociales et politiques sont annoncées pour 2010**, notamment face à la nouvelle attaque contre le système solidaire de retraite. Il est nécessaire de tirer les enseignements des luttes inachevées de 2009, (même de 2003 - retraites).

Pour nous communistes, l'alternative politique aujourd'hui ne peut partir que des luttes, d'une première victoire mettant en échec le pouvoir. A cette fin, nous apportons des analyses pour contrer la propagande du gouvernement (retraite, école, hôpital, logement...) et des propositions politiques de rupture, comme la nationalisation démocratique des banques.

**Nous vous invitons à venir débattre de cette situation avec des responsables syndicaux, des militants communistes, de La Poste, de l'AP-HP, de la RATP...**

## RENCONTRE PUBLIQUE—25 février 2010

à 18h30, au Patronage laïque, 72 avenue Félix Faure, Métro Boucicaut, bus 62 (arrêt Félix Faure)

Avec notamment Sylvie Bayle, dirigeante syndicale des postaux de Paris,

Gérard Cristina, responsable syndical au dépôt RATP de Croix-Nivert.

Le débat sera présenté par Emmanuel Dang Tran, membre du Conseil national du PCF.